

TRANSPORT SUR L'OISE

Canal Seine-Nord Europe : ce n'est pas pour demain !

Le ministre délégué aux Transports a déclaré, le 22 février, qu'il allait falloir revoir le projet d'autoroute fluviale entre Compiègne et Cambrai avant de pouvoir demander, à la mi-2014, au moins 1,5 milliard d'euros d'aide financière à l'Union européenne.

« **P**rofitons de l'année et demie qui s'offre à nous pour remettre le projet dans la bonne direction. » Cette déclaration est signée Frédéric Cuvillier, le ministre des Transports, qui s'est voulu rassurant face aux craintes d'un abandon du projet Canal Seine-Nord Europe, dix ans après sa première adoption en conseil interministériel. Rassurant auprès d'une centaine d'élus, chefs d'entreprise et experts, réunis le 22 février à Lille, à l'appel de l'association Seine-Nord Europe qui défend le projet. « Mais, a-t-il souligné, tel qu'il est conçu, le projet de relier la Seine et l'Oise à l'Escaut, qui s'appuie sur un partenariat public privé, n'a aucune chance d'aboutir dans le contexte économique actuel. » Les deux grandes entrepri-



Soutenue par plusieurs élus, l'association Union Oise 95 a décidé d'organiser une réunion d'information, à Butry (salle Gilbert-Joly), pour expliquer son refus de voir la rivière mise au gabarit européen.

ses de BTP concurrentes sur ce projet, Bouygues et Vinci, considèrent qu'au vu des conditions de prêts actuelles, de l'incertitude des revenus tirés des péages fluviaux, des contraintes techniques et environnementales, et du dimensionnement des installations, le projet ne peut être rentable.

« L'enveloppe, qui était de 4,3 milliards d'euros à l'origine, s'avère largement insuffisante : il manque de 1,5 à 2 milliards d'euros pour boucler le financement, assure le ministre. Le gouvernement français, pour pouvoir porter le dossier à Bruxelles, doit pouvoir s'appuyer sur un bon projet. »

Paris, par le voix de Nicolas Sarkozy, avait demandé, en 2008, une contribution européenne à hauteur de 6 % de l'enveloppe globale, soit environ 330 millions d'euros. « Moi je demanderai 20 à 30 % », a annoncé Frédéric Cuvillier, soit au moins 1,5 milliard d'euros. Dans le nouveau budget

européen 2014-2020, récemment adopté par les chefs d'État et de gouvernement à Bruxelles, le montant pour l'ensemble des infrastructures de transport européennes est de quelque 13 milliards d'euros, au lieu de près de 22 milliards dans le budget précédent. Canal Seine-Nord n'est donc pas pour demain, quoi qu'on en dise. Idem pour le projet de mise au gabarit de la rivière Oise (MAGEO), qui concerne les Valdoisiens au premier chef, parce que lié au grand canal long de 106 km entre Compiègne et Cambrai. De quoi donner de l'eau au moulin aux anti-MAGEO. À l'image de l'Union Oise 95 qui organisera, le 9 mars, à Butry (10 heures), une réunion d'information et un débat sur les risques d'aggravation des crues induits par la mise au gabarit de la rivière.

Nicolas BRIARD
avec l'AFP